

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

Le problème monétaire. Cinquième partie. Lutte de l'argent contre l'or (suite)

Journal de la société statistique de Paris, tome 38 (1897), p. 271-280

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1897__38__271_0

© Société de statistique de Paris, 1897, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

LE PROBLÈME MONÉTAIRE. (*Suite* [1].)

CINQUIÈME PARTIE.

Lutte de l'argent contre l'or.

CHAPITRE SIXIÈME.

La crise de l'argent aux États-Unis.

XV. *Une nouvelle banque fédérale.* — Simultanément avec ses divers plans, le *Banker's magazine* de décembre 1894 publiait en entier un autre projet, signé par M. Conrad Jordan. Ce projet, rédigé dans des formes compliquées et le style particulier aux lois anglo-saxonnes, avait pour objet de venir au secours de la circulation fiduciaire entretenue par les banques nationales et par le Trésor, et de l'accroître. A cet effet, l'auteur du projet établit une sorte de banque fédérale entre toutes les banques nationales ou d'État sous le nom de : *The united currency bank of issue and Redemption*. Il rétablit en fait la banque unitaire fédérale des États-Unis, dont la suppression en 1837 a provoqué une crise si redoutable. Cette nouvelle banque fédérale serait une sorte de banque coopérative, d'omnium fédéral qui fonctionnerait avec le concours des *clearing houses* et des banques nationales et d'État. Ferait partie de la banque toute banque d'émission qui verserait 10,000 dollars. L'auteur de ce projet estime qu'on réunirait ainsi facilement 40,000,000 de dollars, capital qui servirait de garantie à une émission de 750,000,000 de dollars, soit 3,800 millions de francs. Cette banque substituerait ses billets à ceux du Trésor. Elle fournirait ainsi un supplément important à la circulation, tout en délivrant le Trésor de la fonction qu'il remplit. Les banques d'État associées seraient affranchies de la taxe de 10 p. 100 sur leurs émissions. Le capital versé par chaque banque servirait à rembourser au besoin ses notes. La nouvelle banque serait autorisée à recevoir des dépôts, à faire l'escompte, à faire le commerce du change et des monnaies, à acheter les obligations des États, comtés, villes, municipales, sous la condition de verser au Trésor fédéral une partie de ses dépôts; elle ne paierait de taxes ni sur son capital ni sur ses émissions, mais elle ne pourrait servir de dividendes supérieurs à 6 p. 100; si les bénéfices dépassaient 6 p. 100, le sur plus serait dévolu pour 3/8 au Trésor fédéral. Toutefois, la principale fonction de la banque nouvelle consisterait à intervenir dans la circulation fiduciaire en acceptant des certificats of *indebtedness* (solvabilité) délivrés par le Trésor fédéral et en mettant en circulation ses propres notes. Ces notes seraient livrées contre dépôts d'or, d'argent, au cours du jour, de valeurs fédérales, et de valeurs particulières à 70 jours portant deux signatures, endossées par un membre associé. Le mécanisme des

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris* : 1886. p. 281; — 1887, p. 43 et 99; — 1889, p. 217; — 1891, p. 261; — 1895, p. 20 et 371; — 1897, p. 17.

certificats de solvabilité est plus compliqué, presque insaisissable dans certaines parties. Il a pour but l'absorption des divers engagements du Trésor fédéral, qui les délivrerait contre une quantité égale de notes ou autres titres pris en même temps par les banques. Ces certificats seraient remboursables *en monnaie légale* — *lawful money*, — c'est-à-dire au besoin en argent, remboursement qui ferait courir de gros dangers. L'obscurité de la rédaction doit dissimuler un piège ; on retrouve dans cette partie essentielle de ce projet la preuve du péril réel, immédiat, redoutable, que court tout capital aux États-Unis d'être remboursé avec 50 p. 100 de perte. C'est ce péril secret, mais certain, qui est le moteur du mouvement si curieux et si dramatique dont nous retraçons les phases diverses. La masse d'argent métal possédée par le Trésor fédéral doit conduire à une banqueroute.

Il ne faut donc retenir de ce projet que la mise au service du Trésor fédéral, pour le délivrer d'un gigantesque embarras, d'un fonds de près de 2 milliards d'argent, en grande partie en barres, d'une banque coopérative fédérale, chargée, comme la banque royale de Law, de faire, sur le dos du public international, au besoin, une énorme faillite d'argent, c'est de cette faillite que le président Cleveland voulait préserver sa patrie.

Les Américains, qui ont montré tant d'hostilité, il y a 60 ans, envers la Banque des États-Unis, parce qu'elle exerçait sur le crédit un contrôle indispensable et salutaire, toléreront-ils une banque chargée d'écouler l'argent qui encombre et qui accable le Trésor ; une banque qui, par un contrôle intéressé et pernicieux, sur leurs institutions de crédit, en pervertirait le caractère et le fonctionnement, une banque qui deviendrait un robinet à argent ? Sans doute une banque centrale fédérale pourrait rendre les plus grands services, comme il en a été au Japon, mais à condition non pas d'accroître la circulation du papier et celle de l'argent, mais de les amoindrir : on ne rencontre, dans aucune des nombreuses publications monétaires américaines, l'expression de cette nécessité. Même dans les nombreux congrès annuels des associations de banquiers, peu d'orateurs, la plupart fort experts dans le maniement des opérations de banque, témoignent d'une connaissance complète des règles de la circulation monétaire et de la circulation fiduciaire, surtout fort peu ont le courage, tant ils sentent que le sentiment de l'ordre public leur serait défavorable, de s'attaquer à l'erreur commune de l'augmentation incessante de la circulation. Même dans des recueils fort remarquables tels que le *Banker's Magazine* et le *Rhodes banking Journal*, aujourd'hui réunis, même dans la *North American Review*, organe des plus considérables, cette erreur exerce une influence fâcheuse, tout projet de banque centrale, ne pouvant avoir, en ce moment, pour but la restriction du contrôle sévère de la circulation, ne sera émis qu'en vue de son développement, surtout du maintien de l'argent, des certificats d'argent, avec diverses formes pour essayer d'attribuer à l'argent une valeur qu'il n'a plus. Ce ne serait qu'un danger de plus, dans une situation si compliquée et si grave.

XVI. *Liquidation par le Trésor fédéral et en or des dettes fédérales.* — Le plan du secrétaire des finances, M. Carlisle, n'ayant pas été agréé par le Congrès, le président Cleveland se décida à tenter un effort décisif, soit pour améliorer le mécanisme financier et monétaire du Trésor fédéral, soit pour faire trancher le nœud du problème monétaire. Cette résolution du président Cleveland le place à la tête des hommes d'État américains.

Ce que nous avons déjà laissé entendre du mécanisme financier, fiscal, monétaire du Trésor fédéral — nous y reviendrons dans un autre paragraphe — peut suffire pour avoir une certaine idée du mécanisme de ce grand établissement. Le Trésor fait percevoir et encaisser les impôts ; il veille aux dépenses fédérales ; il pare à tous les détails des dettes fédérales ; il contrôle les banques nationales ; il entretient la circulation fiduciaire fédérale ; il gère les dépôts d'or et d'argent fédéraux ; il renouvelle tous les engagements fédéraux, ou les rembourse soit en or, soit en *coin* ou *lawful money*, d'après les lois fédérales. C'est une énorme tâche. Si tous les engagements du Trésor ne sont pas directement exigibles en or, on peut parvenir indirectement à les faire rembourser en or ou en papiers payables soit en or, soit en argent à option du porteur. De là, d'incessantes demandes d'or. Pour y faire face, le Trésor fédéral est tenu à avoir une réserve immuable d'or de 100 millions, et, pour la conserver, il achète tout l'or qu'on lui propose, sans compter l'or fourni par les droits de douanes. Aux États-Unis, où des intérêts divers soutiennent une lutte si terrible pour maintenir à l'argent une valeur qu'il n'a plus, personne ne veut accepter d'argent métal. L'argent circule sous forme de certificats d'argent que, dans de certaines conditions, les usages plutôt que les lois obligent le Trésor fédéral à rembourser en or. Ceci expliqué, le président Cleveland saisissait le Congrès par un message du 28 janvier 1895 de la demande d'autoriser le Trésor fédéral à se procurer une réserve d'or suffisante pour rembourser et détruire (*to cancel*) les *legal tender notes*, les *treasury notes* et les certificats d'argent représentant ensemble cinq milliards de francs environ ; l'intérêt et le capital des bonds à émettre auraient été payables en or ; taux de l'intérêt : 3 p. 100. Les bonds étaient remboursables en 50 ans ; les bonds remboursés devaient être détruits. Les banques nationales étaient autorisées à émettre des billets en représentation des bonds par elle acquis ; c'était un grand avantage (1).

Ce plan radical tranchait le problème monétaire. L'or devenait l'étalon, ce qu'il est encore légalement. Le Trésor fédéral se serait, peu à peu, débarrassé de ses stocks d'argent. Tous les créanciers fédéraux acquerraient la certitude d'une honnête liquidation, le crédit des États-Unis reprenait son essor ; mais les producteurs d'argent ne pouvaient plus conserver l'espoir de fournir leur marchandise dépréciée, comme étalon, aux États-Unis et les inflationnistes devaient renoncer aux rêves de hausses factices, c'était beaucoup demander aux représentants du Congrès qui, en majorité, demeuraient étrangers aux considérations élevées par lesquelles M. Cleveland terminait son message : « Il m'en coûte beaucoup de mettre en circulation les obligations, en vue de procurer au Trésor de l'or, qui lui sera immédiatement pris et je suis bien déterminé à ne rien négliger pour mettre un terme à une situation qui contraste avec les engagements que nous avons à remplir. » Mais dès le 7 février, le bill présenté d'accord avec la présidence était repoussé par 162 voix contre 135. Ce vote avait une grande signification. Il révélait le trouble profond qui existe, en matière monétaire et d'engagements nationaux, aux États-Unis. C'était un avertissement très significatif.

Pour parer aux besoins du Trésor dont la réserve d'or avait un moment faibli au-dessous de 100 millions de dollars (91 millions de dollars). Le président autorisa

(1) *Rhodes Journal*, février 1895, page 168. La *North American* a donné, février 1895, les appréciations contradictoires de divers publicistes.

une émission immédiate de 62,400,000 dollars d'obligations 4 p. 100 or, en faveur d'un syndicat qui s'engagea pour une année à faciliter au Trésor fédéral le maintien de la réserve d'or.

XVII. *Le free coinage* (la libre frappe). — La fermeté du Président, l'attitude du Congrès, l'emprunt négocié, la formation du syndicat de garantie, décidèrent les *silvermen*, les silvéristes et tous leurs partis à provoquer une agitation générale en faveur du *free coinage* ou de la libre frappe. Le mouvement fut lancé par M. Bland, auteur de diverses propositions en ce sens, président du comité de la monnaie à la Chambre des représentants, dans un article publié en mars 1895 dans la *North American Review*. M. Bland ne manquait pas d'insister sur l'importance du rejet des propositions de M. Cleveland ; il montrait qu'une fraction du parti, qui avait porté M. Cleveland au fauteuil, repoussait sa politique monétaire ; il déclarait que les engagements fédéraux avaient été stipulés payables en *coin* — monnaie quelconque — et non en or, que l'argent était *coin* et que contracter un emprunt de 500 millions de dollars en or, revenait à gratifier l'or d'une prime. M. Cleveland releva le gant. Dès lors s'engagea une lutte mémorable qui a occupé l'attention des Américains depuis au moins six mois. On l'a surnommée avec raison, *the battle of standards*, la lutte des étalons.

Cette lutte ne pouvait présenter que peu d'intérêt. Il n'y avait pas lieu à des surprises d'arguments. Des sphères élevées de la science monétaire, elle était conduite, après de longues discussions parlementaires, devant le peuple même. Il ne s'agissait plus que de se compter. Dans l'Indiana, dans le Colorado, dans le Mississipi, dans la North Carolina, dans une partie du Kentucky, dans le Nébraska, dans la Louisiane, le *free coinage* l'emporta ; une convention générale réunit à Memphis (Tennessee) la présence de délégués du sud et du sud-ouest. Mais le nord, l'est et la majorité du centre et de l'ouest se montrèrent hostiles. Il fut bientôt reconnu que le pays sérieux, actif, aisé repoussait le libre *coinage* ; le concours du *populist party* n'améliora pas les chances des *silvermen* pas plus que les agissements de l'*American Bimetallic League*. Beaucoup de réunions se montrèrent opposées aux ambitions des *silvermen*. Cette campagne ne fut pas un succès. On peut rattacher à cet échec un article remarquable, dû à M. Leech, contrôleur de la situation fiduciaire (1). Dans cet article M. Leech développait avec force les cinq arguments suivants : 1° la libre frappe de l'argent serait un acte déloyal ; 2° elle aurait pour conséquence de donner aux États-Unis l'étalon d'argent ; 3° les hôtels de monnaie des États-Unis seraient envahis par l'argent étranger ; 4° l'étalon d'or isolerait les États-Unis des principales nations ; 5° la baisse des prix provient de l'abondance des marchandises et non de la rareté de la monnaie.

XVIII. *Sound money* (la bonne monnaie). — Le président Cleveland fut invité le 6 avril suivant (1895), par un groupe de négociants, les plus considérables de Chicago, à se rendre au milieu d'eux pour qu'il pût recevoir le témoignage de leur reconnaissance à raison de la fermeté et de la haute intelligence qu'il déployait en défendant les véritables intérêts du crédit national. Le 13, M. Cleveland répondait par une lettre qui a eu le plus grand retentissement aux États-Unis. Après avoir

(1) *Rhodes Journal*, août 1895, page 134 ; juillet, page 12.

indiqué les motifs divers qui ne lui permettaient pas de se rendre à Chicago, il montrait la grande importance du problème monétaire pour le peuple américain. « La situation à laquelle nous avons à faire face demande le concours de tous les « bons citoyens; en présence du danger qui nous menace nul ne peut demeurer « indifférent. Si le sentiment de la bonne monnaie [*the sound money sentiment*] (1) « doit nous préserver de la honte et d'un désastre, il faut que ce sentiment se cris- « tallise en nous et devienne actif. » Ces expressions enlevèrent l'opinion et le mouvement prit la dénomination de *movement for a sound money*. Le président ajoutait: « Si le peuple américain était isolé, la question monétaire aurait moins « d'importance; elle pourrait être traitée sans tenir compte des autres nations, la « civilisation américaine suivrait la ligne qui lui serait tracée; seule — elle pourrait « revenir au troc et manquer à la mission qu'elle a à remplir (2). » A ce manifeste le président Cleveland eut soin de joindre l'action. M. Carlisle, secrétaire des finances, prit rendez-vous avec le comité établi à Memphis (Tennessee) *for the soundness and stability of the national currency* pour le 23 mai. 800 délégués divers étaient présents quand M. Carlisle prit la parole. La réunion vota: 1° qu'une loyale et stable circulation était indispensable à la prospérité publique; 2° qu'elle était favorable à toute monnaie, or, argent, papier, pourvu que chaque dollar, quelle que fût sa composition, eût la même force acquisitive ou libératoire; 3° qu'elle était opposée à la libre frappe de l'argent avec le rapport de 1 à 16, puisque le rapport commercial était de 1 à 30; 4° qu'il fallait maintenir l'étalon national, qui était l'or; 5° qu'elle acceptait un bi-métallisme réel, d'accord avec les autres nations; 6° qu'il y avait lieu de conserver dans la circulation l'argent frappé; 7° qu'il y avait lieu également de frapper de temps en temps des dollars d'argent et d'émettre de nouveaux certificats d'argent inférieurs à 10 dollars; 8° que le système actuel des banques nationales devait être réformé et adapté aux temps nouveaux; 9° qu'il importait de reconnaître l'énergie inflexible et le patriotisme indomptable déployés par le président Cleveland pour protéger l'honneur national et maintenir le crédit public à une époque de grande détresse financière (3). Ce programme correspondait certainement à l'état d'esprit d'une grande partie des Américains. Il faisait de notables concessions à la circulation de l'argent, concessions que l'opinion publique considérait comme indispensable. On ne serait pas en peine d'y montrer la faveur des Américains pour l'extrême abondance de la monnaie. Tel quel, il a été un grand succès pour le Président et il a exercé une très réelle influence. Aussi trois semaines après, le 12 juin, les bi-métallistes d'argent, les partisans du *free coinage*, tenaient à Memphis même une nouvelle convention. Plus de 2,000 délégués accoururent des divers côtés du sud. Ils portaient des insignes rouges, sur lesquels étaient inscrits les mots: 16 à 1 — 16 imprimé en argent et 1 en or — avec un dollar d'argent dans le fond. Ils appartenaient à 26 États du sud. La convention nouvelle, favorable au *free coinage*, n'eut cependant pas les mêmes succès que la première; on apprenait bientôt que, tandis que dans le nord, l'est et l'ouest, la grande majorité des populations et des conventions se montrait

(1) *North American*, juin 1895; *idem*, février 1893. Comparer et opposer aux arguments de M. Leech ceux de M. Henderson, *Rhodes Journal*, juillet 1894 et juin 1895.

(2) *Forum*, July 1895, *Sound currency, the dominant political issue*.

(3) *Banker's magazine*, juin 1895, page 940.

hostile au *free coinage* et se prononçait pour la *sound money*, des défections significatives éclataient dans le sud et au centre des États-Unis. Ainsi, dans l'Ohio la convention réunie *ad hoc* rejetait par 524 voix contre 270 le *free coinage* qu'elle avait défendu en 1894 par 468 contre 312 voix. Un changement se produisit dans le Kentucky qui n'eut pas moins d'importance. Dans la convention, réunie à Louisville le 25 juin pour la nomination du gouverneur, 644 voix contre 233 approuvèrent la politique du président Cleveland, spécialement au point de vue des tarifs. Elle a gardé le silence quant à la question monétaire et élu M. Hardin, gouverneur, favorable au *free coinage*. Dans l'Iowa, le succès a été mieux accusé, ainsi que dans l'Illinois.

Aussi, sans nier la bonne impression produite, en général, aux États-Unis, par la campagne entreprise par le président Cleveland contre le *free coinage* en faveur de la *sound money*, il eût été imprudent d'en exagérer les effets. C'était l'avis de toutes les personnes au courant des milieux américains, c'était aussi l'avis de l'*Economist*, toujours tenu au courant du mouvement des idées comme des affaires aux États-Unis (1). L'*Economist* considérait la crise comme simplement ajournée. Dans un article plus récent, *the Nation* (2) faisait la statistique des forces, *out look for sound money*, des deux partis monétaires : il comptait 27 États favorables à la bonne monnaie et 21 contre. Ce retour avait porté quelques groupes politiques à proposer une nouvelle candidature présidentielle à M. Cleveland dont le successeur devait être désigné en mars 1896, mais il ne paraît pas que cette idée ait eu aucune suite. Si M. Cleveland eût été remplacé au fauteuil par un partisan du *free coinage*, rien n'aurait pu prévenir aux États-Unis l'adoption du *free coinage* et l'accroissement de la circulation fiduciaire. Les États-Unis fussent entrés dès lors — et cette éventualité doit être considérée comme presque inévitable et très prochaine (3) — dans une crise monétaire comparable à celle qui a ébranlé l'empire romain au III^e siècle. Les nations démocratiques peuvent commettre, quand les circonstances s'y prêtent, les mêmes fautes que les empereurs ; les uns et les autres subissent les mêmes entraînements et le poids des mêmes circonstances. Au surplus, il

(1) 24 août 1895, page 1114.

(2) Juillet 1895.

(3) Nouvelle-Orléans, 11 juin 1895. La campagne en faveur de la frappe libre de l'argent vient de s'ouvrir en Louisiane par une sorte de Congrès auquel on a donné le nom de *Bimetallic Convention* et qui s'est tenu dans la salle de la Washington Artillery, à la Nouvelle-Orléans. Environ 2,500 délégués y assistaient, représentant, outre la ville, quarante-quatre paroisses de l'État ; la convocation à ce congrès ne s'adressait pas plus à un parti qu'à un autre, mais les démocrates y étaient en majorité, ce qui a paru combler de joie les populistes. On a surtout remarqué la présence de M. John Fitzpatrick, maire de la Nouvelle-Orléans, et de plusieurs fonctionnaires municipaux. Comme M. Fitzpatrick est le chef du groupe démocratique qui dirige la ville, son accession et celle de ses partisans à la cause de la frappe libre de l'argent indiquent que les politiciens municipaux sont convaincus du succès final de cette cause en Louisiane. Plusieurs orateurs ont traité de la question de l'argent ; quelques-uns d'entre eux ont vivement attaqué M. Carlisle, secrétaire du Trésor. Le sénateur Montgomery a présenté des résolutions qui ont été votées à l'unanimité par l'assemblée. Il est dit dans ces résolutions qu'il faut adopter une politique franchement américaine et patriotique dans toutes les questions et surtout dans la question des finances ; que les États-Unis doivent agir individuellement au sujet de la frappe libre de l'argent dans la proportion de 16 à 1, et qu'à l'avenir tous les contrats devront être stipulés payables en monnaie légale des États-Unis, argent ou or. Le sénateur Montgomery, en terminant son discours, a dit : « Le vrai bimétallisme et la frappe libre de l'argent rétabliront nos finances, donneront une nouvelle impulsion à notre commerce et amèneront la prospérité. » (*Courrier des États-Unis*.)

n'est guère possible qu'une colonisation aussi gigantesque que celle des États-Unis échappe à certaines crises. Les nations ont leurs moments critiques comme les individus. La Chine, la Russie, l'Europe occidentale, l'Allemagne, ont eu leurs crises, elles en subiront d'autres. Les États-Unis, à l'occasion de leurs conditions monétaires, peuvent en traverser une.

XIX. *Dernières controverses monétaires.* — Quoique le moment des discussions monétaires soit passé aux États-Unis et celui des résolutions — nous ne disons pas des solutions — arrivé, faut-il encore dire quelques mots des derniers débats, comme on ne doit pas oublier les combats d'arrière-garde. Le premier rang des derniers combattants appartient à l'honorable M. Atkinson dont nous avons déjà eu occasion de parler, comme l'un des publicistes qui ont traité, avec le plus de compétence, la question monétaire aux États-Unis. Il a, d'abord, à diverses reprises, adressé à l'*Economist* des correspondances sur le prix du blé en Angleterre et aux États-Unis et démontré qu'au prix moyen de 27 sous par bushel le *farmer* pouvait se tirer d'affaire, ce qui veut dire que la hausse factice des moyens monétaires ne l'intéressait pas. A la session de l'Association britannique en août 1894 et dans l'enquête agricole anglaise, close la même année, M. Atkinson a pris corps à corps, d'un côté, la question des prix en général et, d'un autre côté, celle du rôle international de l'argent.

Sur le premier point, on sait que l'opinion dominante aux États-Unis admet que l'extrême abondance des moyens monétaires favoriserait le prix des marchandises et des salaires.

L'extrême abondance des métaux précieux ne suffit même pas. Ils y ajoutent encore de nombreux instruments monétaires, tels les *greenbacks*, les certificats d'or et d'argent, les bons du Trésor. Le rêve des socialistes américains est de procurer de l'argent et du bonheur à tout le monde par une immense émission de papier-monnaie. M. Coxey, tout dernièrement, voulait bien se contenter de 500 millions de dollars. Pour éclairer autant que faire se peut, l'opinion égarée du public américain, M. E. Atkinson a dressé un graphique au moyen duquel il établit que la valeur du pouvoir d'achat des salaires aux États-Unis était plus grande en 1860, avec l'étalon d'or et une rareté de monnaie, qu'en 1865, avec le papier-monnaie et une grande abondance de monnaie. Ce graphique, dit-il, est à étudier sérieusement par tous les gens de bonne foi qui s'imaginent que l'efficacité des salaires et des profits est en rapport direct avec la quantité de monnaie. Que prétendaient les *greenbackers*, c'est-à-dire les partisans d'émissions illimitées de *greenbacks*? Que les prix monteraient et que cette hausse ferait le bonheur général; mais les salaires ne suivaient pas ce mouvement de hausse et il en résultait que leur poussée d'achat demeurait inférieure. Cette hausse favorisait la formation de quelques grandes fortunes aux dépens de la masse de la population.

Au contraire, dès qu'à partir de 1870 la quantité des *greenbacks* a été diminuée et que les prix ont baissé, les salaires et les profits ont repris leur valeur réelle avec leur véritable pouvoir d'achat et une nouvelle ère de prospérité a commencé. Cette ère a duré jusqu'au moment où les *silvermen*, les *silverists* et les *populists* ont repris, en faveur de la frappe illimitée de l'argent, les arguments dont ils se servaient, de 1862 à 1870, en faveur de la frappe illimitée du papier. Le public les a suivis comme il avait suivi les *greenbackers*, toujours entraîné par les illusions de

l'apparence, oubliant que, pour établir les prix, il faut être deux : celui qui vend et celui qui achète. Si les ressources de celui qui achète n'augmentent pas ou diminuent pendant que s'élèvent ou que se maintiennent les exigences de celui qui vend pain, viande, charbon, lainages, c'est-à-dire les choses indispensables à l'existence, un moment vient forcément où la consommation s'amoindrit et où le vendeur, surchargé lui-même, est jeté en faillite. C'est exactement le mouvement qui, préparé dès 1889, est peu à peu devenu irrésistible et a éclaté avec une grande violence en 1892 et 1893. Ce mouvement dure encore. L'excès de l'argent métal suit les mêmes effets que l'excès du papier.

M. E. Atkinson espère que la leçon de 1892, 1893, 1894 ne sera pas perdue et que les 4,500,000 propriétaires fonciers des États-Unis sauront résister à l'influence de la démagogie monétaire. A cet égard, nous avons des doutes, parce que dans cette masse de *Freehold farmers*, on en compte plus d'un million, peut-être bien davantage, ne demandant qu'à vendre plus cher, par tous les moyens possibles, leurs produits. Aussi, tout en rendant hommage au talent de M. E. Atkinson et tout en nous associant à ses idées, nous sommes assez loin de partager ses espérances. Les erreurs et les fautes monétaires demeurent l'un des périls des démocraties contemporaines. Puisse la France y échapper !

M. Atkinson a développé le second point dans une communication faite par l'enquête anglaise sur la crise agricole et dans une lettre publiée par le *Bradstreet* (10 novembre 1894), communications et lettres présentant le plus vif intérêt. M. Atkinson expose que, par la force des choses, les États-Unis sont appelés à devenir le principal fournisseur et le principal créancier — *the principal creditor nation* — du monde (1). A l'appui de cette opinion, il a dressé un tableau des échanges des États-Unis avec les principaux peuples en 1892. D'après ce tableau, les États-Unis auraient expédié 1,030,860,128 dollars et reçus 822,027,132 dollars. Balance en leur faveur : 208,832,098 dollars. M. Atkinson en conclut que les États-Unis ont un intérêt de premier ordre à être réglés avec une monnaie loyale et stable, notamment les 4 à 5 millions de *farmers* ou propriétaires américains. L'argument paraît péremptoire. Néanmoins, nous ne concluons pas, avec M. Atkinson, à la prépotence américaine. A cet égard, les Américains entretiennent des illusions sur lesquelles nous allons revenir (2).

M. Atkinson avait fait une préalable exposition de ses théories devant le club commercial de Boston au mois de mars 1894. M. Andrews, président de la *Brown university* (Rhodes Island), lui répondit (3). On peut considérer cette réponse comme une sérieuse expression des théories favorables à l'argent aux États-Unis et aussi comme la preuve que la lutte théorique est close. Le bi-métalliste affirme, a dit M. Andrews : 1° que la demande et l'offre de l'or et de l'argent, l'un et l'autre librement monnayés, en fixant le pouvoir d'achat d'une quantité donnée de chacun d'eux, exerce une influence décisive sur l'offre et la demande des marchandises ; 2° que la loi peut au moins établir une parité légale et libératoire entre une quantité don-

(1) Voir ci-après, § XXX, notre critique des idées et des calculs de M. Atkinson. M. Atkinson n'a pas analysé les chiffres du commerce américain. En 1894, l'ensemble de ce commerce n'a pas dépassé 9,780 millions. C'est une part modeste dans le commerce général des peuples.

(2) *Rhodes Journal*, avril 1894.

(3) *Rhodes Journal*, avril et mai 1894.

née d'or et d'argent, parité que des conventions peuvent consacrer entre plusieurs États (1); 3° que les hommes ayant le droit de se libérer de leurs engagements aussi facilement qu'ils le peuvent, *as easily as they can*, cette parité légale aura pour effet de répandre davantage dans le commerce le meilleur marché des deux métaux et d'améliorer sa condition (*to appreciate it*); 4° que si la sphère de cette parité est grande, si elle s'étend à un tiers ou un quart de l'or ou de l'argent du monde, à moins que le rapport adopté ne soit trop divergent du rapport résultant de la quantité des deux métaux, il y aura toujours une certaine demande du métal inférieur et une tendance à le maintenir dans le courant des affaires (2). L'honorable professeur a complété sa démonstration, qui est loin d'être sans mérite, en ajoutant : 1° que l'or n'était pas le seul métal étalon demandé par le commerce; 2° que son emploi exclusif fait baisser les prix des marchandises et augmente la valeur de l'or (3). L'argent a rarement rencontré un plus habile défenseur que M. Brown; la lutte entre M. Atkinson et lui restera l'un des incidents intéressants des discussions monétaires aux États-Unis. M. Brown exagère certainement, comme tous les Américains, l'influence de la monnaie sur les prix et le pouvoir des hommes pour fixer la valeur d'usage de la monnaie. Il n'échappe pas aux deux erreurs fondamentales d'une notable partie des Américains et même des Européens, sur ces deux premiers chefs — mais sur les deux autres chefs, l'intérêt du débiteur et la possibilité d'améliorer la condition de l'argent par une parité internationale d'une sphère étendue, d'après un apport raisonnable entre les deux métaux, ses observations ne sont pas sans force et sans vérité. Il serait peu satisfaisant de soutenir que le remplacement de l'argent par l'or ne présente pas des inconvénients pour les débiteurs et les possesseurs d'argent — mais il serait encore moins raisonnable de ne pas reconnaître que cette substitution échappe en partie à la maîtrise de l'homme, qu'elle est un progrès pour lui et que rien ne saurait en arrêter l'accomplissement; tout au plus est-il possible d'en tempérer les effets. Les résultats prodigieux du Transvaal, les progrès des mines d'or de Sibérie et la découverte des placers de l'Alaska ne permettent plus aucune illusion.

Nous avons à citer encore quelques travaux distingués : 1° une nouvelle étude de M. F. Walker sur la théorie de la quantité de la monnaie (4), le mémoire sur le même sujet avec graphiques par M. Mac Lean Hardy (5), un article de M. Clark sur l'or comme étalon, dans lequel le pouvoir du peuple sur la monnaie est considéré comme illimité (6), un exposé du *free coinage* dans l'*Engineering and mining jour-*

(1) Comparer deux études publiées dans le *Rhodes Journal* par M. Henderson, mars et avril 1895; M. Henderson se prononce pour le *free coinage* et M. Bland, futur of Silver, mars 1895. *North American Review*.

(2) L'idée d'arrangements internationaux, de nouvelles conférences, entièrement détruite en Europe, persiste aux États-Unis. On y fait encore des calculs sur les intérêts à satisfaire. *Rhodes Journal*, février, mars, avril 1895. *Bradstreet*, avril 1895. M. Mac Kinley, le nouveau président, dès qu'il a eu obtenu (juillet 1897) le nouveau tarif douanier, plus élevé que le sien, a remis sur le tapis la question monétaire et les projets de congrès internationaux.

(3) *Rhodes Journal*, 1895.

(4) *Quarterly of Economics*, july 1895.

(5) *Journal of political Economy*, mars 1895.

(6) *Political Science Quarterly*, septembre 1895, what kind of currency this country is to have in its main. to be decided by the people.

nal (1), concluant au monométallisme de l'argent, un article de M. Ashley, président des *Wabash railroad* sur les effets du *free coinage* (2), une lettre de M. Harvey, secrétaire de la ligue bi-métalliste, dans le *Rhodes journal banking*, divers articles, tels que la maladie de l'étalon d'or, le volume de la monnaie et la quantité nécessaire par tête, la bataille des étalons, un mémoire de M. Yates au congrès des banquiers de New-York sur les difficultés du bi-métallisme international, une réponse de M. E. Tuck à un coup de boutoir de M. Mac Leod contre le bi-métallisme (3), et dans le *Banker's magazine* un très curieux article intitulé : *The outlawry*, la mise hors la loi de l'argent (4).

Ces divers travaux montrent combien sont encore ardentes, aux États-Unis, variées, piquantes, les polémiques soulevées par la question monétaire. Ces travaux, néanmoins, bien qu'utiles à connaître, ne modifient pas les grandes lignes si clairement tracées par M. E. Atkinson et par M. Brown. Peut-être les rétréciraient-ils au lieu d'en élargir les horizons.

(A suivre.)

E. FOURNIER DE FLAIX.
